

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 12 DECEMBRE 2022

Nombre de membres

en exercice : 35
Présents : 21
Représentés : 10
Absents : 3
Excusé : 1

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, ADJOINTS ; M. SERRES, MME BOUGE, M. SOUSA, MMES YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI ; M. RIBEIRO-CAPITAO, MME LACARRIERE-FARGES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉ(S) :

MME LE PALUD POUVOIR A MME GREMION
MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
M. HAMONIC POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MICHON POUVOIR A M. POLICE
M. BOUKOUNA..... POUVOIR A M. PROPONET
MME HADJIAT POUVOIR A M. CRUSE
M. FERYN POUVOIR A M. DELIANCOURT
MME TERRINE POUVOIR A MME LOYAU
MME LEANZA POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES
M. LEBAS POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

ABSENTS : MME CINOSI-GIRARD / M. BOUCHE / MME BERNIER

EXCUSE : M. RODRIGUES

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Armando SOUSA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D221212-11

Concertation dans le cadre de la révision du SDRIF-E : contribution de la ville de Chilly-Mazarin.

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20221212-D221212-11-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022

OBJET : CONCERTATION DANS LE CADRE DE LA REVISION DU SDRIF-E : CONTRIBUTION DE LA VILLE DE CHILLY-MAZARIN.

RAPPORTEUR : CHRISTIAN PROPONET

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Par délibération n° CR 2021-067 en séance du 17 novembre 2021, le Conseil régional d'Ile-de-France a décidé d'engager la révision du Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF).

Compte-tenu des enjeux soulevés par la révision de ce schéma directeur, la commune de Chilly-Mazarin a souhaité apporter sa contribution. Ces enjeux généraux d'attractivité des territoires franciliens, des nouvelles normes environnementales, d'exigences en matière de ville résiliente, de prise en compte des derniers textes législatifs, et l'ambition affichée d'une procédure concertée, impactent les réflexions et démarches dans lesquelles la Commune de Chilly-Mazarin s'est engagée.

En effet, la révision du Plan local d'urbanisme (PLU), le bilan du Programme local de l'habitat intercommunal (PLHi), l'inscription d'ouvrages de résorption de la congestion routière au Contrat de plan Etat-région (CPER), le schéma directeur local du Plan Vélo, la prise en compte de la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU), la préservation et la valorisation de la Plaine agricole, le développement des trames naturelles, l'optimisation des parcs d'activités à l'échelle sud-parisienne... militent pour un échange en continu et une cohérence d'ensemble entre le projet de ville et politiques régionales d'aménagement du territoire francilien.

A ce titre, la Commune de Chilly-Mazarin a souhaité formaliser dans un rapport ci-joint les points d'attention et d'alerte à la révision du SDRIF.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de Chilly-Mazarin d'approuver la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1 ; L.121-15-1 et suivants ; R.121-19 et suivants,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-1 à L.123-23 et R.123-1 à R.123-3,

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant adoption du schéma directeur de la région Île-de-France,

VU la délibération n° CR 2019-019 du 28 mai 2019 portant sur le bilan d'évaluation du SDRIF de 2013,

VU la délibération n° CR 2021-015 du 4 février 2021 portant sur la consultation des franciliens pour l'aménagement d'une Île-de-France ZAN, ZEN et circulaire à l'horizon 2040,

VU la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 portant mise en révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E,

VU la délibération n° CP 2022-057 du 28 janvier 2022 relative à la révision du règlement d'intervention du dispositif d'Urbanisme Transitoire, à l'adoption d'un avenant à l'AMI Friches, aux affectations à l'Institut Paris Région, à la Biennale 2022 et au SDRIF-E,

VU l'avis de la commission Urbanisme, transition écologique, aménagement urbain et mobilités du 6 décembre 2022,

CONSIDERANT la démarche en cours de révision du SDRIF et de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E,

CONSIDERANT les différentes démarches en cours participant de l'élaboration d'un projet de ville de la commune de Chilly-Mazarin,

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de Chilly-Mazarin d'apporter une contribution à la révision du SDRIF afin d'exprimer les points d'attention et les éléments d'alerte à prendre en compte,

D É L I B È R E

ARTICLE UNIQUE : PREND ACTE du rapport en annexe de la présente délibération et constitutif de la contribution de la commune de Chilly-Mazarin à la révision en cours du SDRIF et l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 12 décembre 2022

**La Maire,
Rafika REZGUI**





Contribution de la municipalité de Chilly-Mazarin **sur la révision du SDRIF pour passer à un SDRIF-e**

Ce document présente les premières orientations et préconisations de la commune de Chilly-Mazarin, en réponse du questionnaire transmis aux villes par la Région Ile-de-France, dans le cadre de l'élaboration de son futur SDRIF-e.

I. Comment imaginons-nous notre territoire en 2040

La situation communale de porte d'entrée du nord essonnien et du sud parisien met en tension les réseaux de déplacement tous modes confondus à la fois dans les flux nord / sud (rattachés notamment à Paris) et est / ouest (englobant notamment les grands parcs d'activités logistiques et productifs entre Rungis, Orly, Massy et Saclay).

La prise en compte de ces difficultés nécessite une démarche partenariale des politiques publiques fortement incitatives et mobilisées en termes d'investissement.

Dans ce cadre, la Commune souhaite porter l'attention sur les points suivants :

A. L'amélioration des mobilités

- La réalisation du Tram T12 qui doit entrer en service prochainement. Cette réalisation se traduit par la fin de la liaison directe avec Paris qu'assurait la ligne C du RER et, provisoirement selon les annonces faites jusqu'ici, de la liaison avec Versailles puisque le terminus sera dans un premier temps fixé à la gare de Massy. La commune demande d'une part que les engagements de desserte fréquente de la gare d'Epinay et d'amplitude horaire étendue soient rappelés, et d'autre part que soit confirmée la nécessité du prolongement jusqu'à Versailles de la ligne T12 par l'utilisation des voies de l'actuel RER C. Faute de quoi la nouvelle liaison T12 se traduirait par une régression de la qualité de la desserte en transports en commun des gares de Petit-Vaux, Gravigny-Balizy, Chilly-Mazarin et Longjumeau.

Cette réalisation et les perspectives de mutation économique aux environs immédiats, dues notamment au réaménagement économique de l'implantation libérée par Sanofi (voir infra), vont rendre nécessaire la réalisation d'un véritable Pôle d'échange multimodal pour assurer la convergence des mobilités vers la future station : une étude est en cours, la mise en œuvre de ses conclusions doit donc être d'ores et déjà prise en compte par le SDRIF-E.

- La résorption des embouteillages aux intersections A6-A126-D120 qui fait d'ailleurs l'objet d'une demande d'inscription au Contrat de Plan Etat-Région approuvée par la CPS (voir infra). Aujourd'hui, une voie de l'autoroute A6 est réservée aux bus et taxis avant l'arrivée à la porte d'Orléans, à Paris. En 2040 il n'est pas imaginable que cette voie ne soit pas prolongée, peut-être depuis Evry, en tout cas depuis Chilly-Mazarin, qui constitue le dernier accès à l'A6 avant Paris.

→L'amélioration des mobilités par le développement des modes doux. Pour réduire les embouteillages, pour améliorer la qualité de l'air et réduire la pollution sonore, le développement des modes doux de déplacement est une préoccupation au quotidien de tous les acteurs. Le SDRIF-e devra être volontariste pour mettre en place le RER V et améliorer la gouvernance de ce plan qui aujourd'hui laisse le choix aux collectivités de s'engager ou pas dans cet axe, générant de ci, de là, au pire des discontinuités et au mieux un retard dans la réalisation des aménagements.

→La place du piéton devra aussi être prise en compte. En effet, c'est le premier mode de déplacement en ville, Il est gratuit, écologique, ouvert à tous. Encourager les citoyens à marcher dans leur ville, c'est la meilleure manière de l'apaiser, de la sécuriser, de favoriser les échanges et le commerce.

- Enfin, le développement des zones d'activité économiques consacrées aux activités logistiques induit un besoin d'adaptation de l'offre de transports aux contraintes horaires des salariés contraints de pratiquer le travail posté (3x8).

Ces investissements en matière de renforcement des réseaux de mobilité vont permettre de favoriser et faciliter les flux des personnes et des marchandises, diversifier les modes de déplacement et hiérarchiser les usages de l'espace public.

En corollaire, se pose le sujet de l'intensification urbaine à travers la modernisation et le renouvellement des tissus existants

B. Le logement,

Il convient de distinguer logement collectif et pavillonnaire d'une part, propriétés et locations d'autre part (cette dernière catégorie comprenant entre autres les logements locatifs sociaux).

La densification du territoire passe par une construction de collectifs nouveaux mais, pour permettre des parcours résidentiels pouvant se conclure par l'accès à la propriété pour ceux qui le souhaitent, un équilibre entre copropriétés et logements locatifs est à maintenir et les zones pavillonnaires doivent être sauvegardées.

Il est donc nécessaire de renforcer les politiques publiques et notamment l'effort d'investissement sur le parc de logements existant. La sobriété énergétique, environnementale et écologique milite pour une conservation, modernisation et mise aux normes du parc existant. Les caractéristiques techniques imposées par les dispositifs législatifs en cours ont un impact à très court terme sur les habitations du marché locatif et créent dès à présent une tension forte, sur le parc ancien particulièrement.

En effet, les logements avec une forte consommation d'énergie, appelés « passoires thermiques », vont être progressivement interdits à la location. Un logement sera qualifié d'énergétiquement décent lorsque sa consommation d'énergie (chauffage, éclairage, eau chaude, ventilation, refroidissement...), estimée par le DPE et exprimée en énergie finale par mètre carré et par an, sera inférieure à 450 kWh/m².

LOG T5 - Résidences principales en 2019 selon la période d'achèvement

| | Nombre | % |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Résidences principales construites avant 2016 | 8 163 | 100,0 |
| Avant 1919 | 41 | 0,5 |
| De 1919 à 1945 | 230 | 2,8 |
| De 1946 à 1970 | 2 727 | 33,4 |
| De 1971 à 1990 | 2 699 | 33,1 |
| De 1991 à 2005 | 1 756 | 21,5 |
| De 2006 à 2015 | 710 | 8,7 |

Source : Insee, RP2019 exploitation principale, géographie au 01/01/2022.

Les statistiques indiquent qu'un tiers des logements datent d'avant 1970 et pourraient être concernés à terme par ces interdictions de mise sur le marché locatif.

C. Le volet économique

Le départ annoncé de Sanofi, qui va libérer les 15 hectares qu'il occupe sur les villes de Longjumeau et Chilly-Mazarin, engage à une réimplantation d'activités économiques et au réemploi de la plus grande part possible des bâtiments existants, dans un enjeu écologique et économique important.

De manière générale, la commune de Chilly-Mazarin souhaite préserver les grands équilibres urbains qui caractérisent son territoire et plus particulièrement celui entre fonction résidentielle et fonction économique. A ce titre, il importe de conserver des vocations à dominante économique sur les secteurs aujourd'hui identifiés comme tels (SANOFI, DECOUFLE...) et lutter contre les phénomènes immobiliers spéculatifs qui obèrent les stratégies programmatiques de réinvestissement de ces sites.

Par ailleurs, les zones logistiques sont incitées à évoluer vers une véritable intégration paysagère. Les zones d'activités au nord-est du territoire (Chilly-Mazarin et Wissous) font l'objet d'un projet de requalification en Parc d'activités et logistiques des Portes d'Orly. La commune conduit avec les autres villes et la Communauté Paris Saclay une démarche de requalification de fond et d'optimisation des ZAE qui vise à renforcer l'intensité urbaine du site (usage du sol, usage du bâti et synergies entre occupants), la revégétalisation des emprises et de l'espace public... Cette démarche de reconstruction de la ville sur la ville devra trouver également des formes d'accompagnement ou d'incitation des politiques publiques notamment régionales.

Il est également important de prendre en compte le stationnement des poids lourds dans les parcs d'activités qui aujourd'hui constitue une véritable entrave à une circulation fluide, avec les risques d'accident accrus liés à ces stationnements abusifs.

D. La prise en compte des milieux naturels

A propos des milieux naturels et de la biodiversité, on peut supposer qu'en 2040 les projets des collectivités auront systématiquement intégré une réflexion permettant de conserver et développer la biodiversité (diagnostic écologique systématique, aménagements paysagers permettant de favoriser la biodiversité, cahiers des charges des entreprises imposant la préservation de la biodiversité et des éléments de végétalisation remarquables pendant le chantier, mise en place d'une gestion différenciée pour entretenir les aménagements paysagers ...)

De même, les projets d'aménagement des collectivités auront intégré la nécessité de préserver, restaurer et développer les continuités écologiques, soulignées par les travaux sur l'atlas de la biodiversité de la communauté.

Concernant le secteur de l'OIN de la Bonde (carrefour des Champarts), il est nécessaire de rappeler la vocation principalement agricole de ce périmètre. La trajectoire « Zéro artificialisation nette » (cf. infra) doit pouvoir s'appliquer ici, même si on peut imaginer des aménagements mesurés pour assoir la vocation agricole de cette surface, conformément aux études de préfiguration en cours. Cette volonté de préserver la vocation agricole est d'autant

plus pertinente qu'il existe des terres agricoles dans le proche environnement, notamment à Champlan et Chilly-Mazarin.

Le SDRIF-e devra donc être cohérent avec cette volonté « d'aménagement environnemental » tout en conservant une vocation agricole.

II. Sur les priorités d'un nouveau SDRIF environnemental

A. A propos de la trajectoire « Zéro artificialisation nette »,

Il faut rappeler l'accroissement des surfaces artificialisées sur le territoire de notre communauté d'agglomération « *de 23 % en 30 ans (57 ha/an en moyenne)* ». Le territoire, partant d'une trajectoire particulièrement élevée, ne peut raisonnablement pas se borner à un objectif de respect de la norme globale de « *réduction de moitié du rythme d'artificialisation observé ces 10 dernières années avec un objectif de zéro artificialisation nette en 2050* ». Au-delà de cet objectif global, les collectivités doivent engager une réflexion sur cette question pour retenir des objectifs plus compatibles avec l'objectif de « sobriété foncière ».

L'enjeu de Zéro artificialisation nette impose de réinvestir l'existant et notamment les espaces minéralisés de faible valeur ajoutée urbaine comme les poches de stationnement, d'intensifier la re-naturalisation des sols par des dispositifs incitatifs (dépollution, filière de plantation locale...), de repenser les formes urbaines (emprises d'occupation, emprise végétalisée, nature des matériaux...), et de définir un mode de gestion des espaces désartificialisés.

Par ailleurs, il convient d'accorder une attention particulière à la préservation de la zone agricole près d'Orly, car un front d'urbanisation est défini dans le SDRIF. Notre territoire subit déjà l'implantation d'un parking illégal sur les terres agricoles : leur sanctuarisation dans le cadre de la révision du PLU nous apparaît comme incontournable.

B. A propos de l'objectif « Zéro émission nette » :

Dans les actions à mettre en place, il convient de mentionner :

- la nécessité d'ajouter des stations de mesures des émissions de gaz à effet de serre sur les zones de forte pollution (Orly, A6, A10) au nord de la CPS (Chilly, Champlan). En effet, la station Airparif des Ulis ne suffit pas pour apprécier la réalité de la situation dans le territoire de notre communauté d'agglomération.
- la modification des modes de culture des terres agricoles, l'évolution des pratiques agricoles et le développement de l'agriculture biologique doivent être privilégiés.
- la réalisation de murs anti-bruits le long de l'axe A6, où résident des habitants.

C. A propos de l'objectif « Zéro ressource nette-économie circulaire »,

Le déploiement de l'économie circulaire dans le secteur de l'aménagement et du BTP doit s'appuyer sur des plates-formes de réemploi à mettre en place et l'identification de filières à développer sur notre territoire.

De façon générale, un nouveau SDRIF environnemental devra bien entendu prendre en compte :

- La lutte contre les pollutions et la préservation des nappes phréatiques
- La réduction des consommations d'énergie et la production d'énergie renouvelable,
- Les risques climatiques (sécheresses/canicules, inondations, incendies...) qui appellent mesures d'adaptation et de prévention bien avant 2040.

III. **Conclusion**

Le SDRIF est un document qui va marquer profondément notre région et la façonner pour les prochaines années.

Il faut qu'il soit précis pour éviter les divergences d'interprétation. Ainsi la qualification des modes d'occupation des sols et de ses fonctions écologiques devrait être plus fine.

Il faut qu'il affirme clairement les contraintes incontournables : par exemple il doit viser la désartificialisation des sols et leur restauration.

Pour le territoire de Chilly-Mazarin, il convient d'inscrire :

- La réalisation du Tram T12, qui doit entrer en service fin 2023, doit compléter l'offre de transport en commun actuelle, sans entraîner une détérioration de la qualité de la desserte en transports en commun.
- La résorption des embouteillages aux intersections A6 - A126 - D120 mentionnée *supra*. L'autoroute A6 est la principale source de pollution atmosphérique et sonore de la ville, et la réduction des embouteillages est un enjeu de santé publique majeur dans notre commune, tout autant qu'un enjeu d'amélioration des mobilités qui concerne également les transports en commun.
- La réalisation d'une passerelle piétons-cycles franchissant l'Autoroute pour assurer une meilleure desserte entre le Nord et le Sud de la ville, aujourd'hui coupés par l'Autoroute A6. Cette passerelle permettrait également un meilleur accès au pôle multimodal de la future station du tram-train T12.
- La réalisation de murs anti-bruits pour minimiser les multiples pollutions subies par les riverains de l'A6.
- La réservation aux bus et taxis d'une voie de l'autoroute A6 de notre territoire jusqu'à la porte d'Orléans, voire depuis Evry.
- La requalification des zones d'activités au Nord-Est du Territoire (Chilly-Mazarin et Wissous), en parc d'activités et logistique des portes d'Orly.
- La protection des zones naturelles et agricoles avec la protection de la zone agricole près d'Orly et la réaffirmation de la vocation agricole du secteur de OIN de la Bonde.

- La conservation des zones actuellement identifiées à dominante économique comme celle qui va être libérée par Sanofi, car il faut éviter les phénomènes immobiliers spéculatifs qui déstructurent les tissus urbains.

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20221212-D221212-11-DE
Date de télétransmission : 16/12/2022
Date de réception préfecture : 16/12/2022